

Afghanistan : les raisons d'un conflit interminable

Olivier Roy

La prolongation de la guerre d'Afghanistan après le retrait des troupes soviétiques montre qu'il ne s'agissait ni d'une simple lutte Est-Ouest par acteurs régionaux interposés ni même d'une confrontation idéologique entre islam et communisme (ou laïcité), mais d'un conflit local, fondé à la fois sur le jeu des puissances régionales (avec le Pakistan au premier plan, mais aussi l'Iran l'Inde et l'Arabie Saoudite) et sur des oppositions tribales et ethniques, dont le jeu complexe a sous-tendu la politique intérieure de l'Afghanistan depuis la fondation du pays en 1747. Si la stratégie des puissances régionales a bien été perçue par les observateurs, les facteurs internes (ethnicité, tribalisme) ont été eux-mêmes occultés par les différents acteurs (qu'il s'agisse des Moudjahidin afghans, du régime de Kaboul - jusqu'en 1986 du moins -, et de tous les mouvements et lobbies occidentaux de soutien à la résistance afghane qui ont contribué, entre autre, à la définition de la politique américaine), qui tenaient à se réclamer d'une perspective idéologique, soit Est-Ouest, soit islam contre communisme. Il ne s'agit pas ici de nier la dimension géostratégique de la guerre afghane, qui a joué un grand rôle dans les relations Est-Ouest, d'une part parce que l'invasion soviétique de décembre 1979 a entraîné, par réaction, la politique américaine de roll-back (refoulement par opposition au containment ; ou endiguement) dont le président Reagan s'est fait le champion, d'autre part parce que c'est l'annonce du retrait soviétique en février 1989 qui a convaincu le monde occidental que la perestroïka n'était pas du bluff sur le plan de la politique étrangère. De même, il ne faut pas oublier que le mouvement des Moudjahidin afghans s'inscrivait dans la grande vague " fondamentaliste " des années quatre-vingts, vague elle-même divisée entre un islamisme révolutionnaire, dont l'Iran se fera le champion, et un " néo-fondamentalisme " sunnite et conservateur, qui trouvera son parrain dans l'Arabie Saoudite [1]. Ce ne sont donc pas les séquelles de la confrontation Est-Ouest qui expliquent la prolongation du conflit afghan. Certes, les puissances régionales jouent un rôle dans cette prolongation. Le Pakistan tient à contrôler tout ou partie du futur Afghanistan H islamique H pour s'assurer une profondeur stratégique face à l'Inde. L'Arabie Saoudite tient à parrainer un mouvement sunnite conservateur apte à remplir le vide qui s'annonce en Asie centrale, pour contrer l'Iran, et, aujourd'hui aussi, l'Irak. L'Iran, affaibli par la guerre du Golfe, cherche, pour s'affirmer comme puissance régionale, à garder le contrôle des

minorités chi'ites dans la région, voire à conserver une influence chez les persanophones (Tadjiks afghans et soviétiques) ; l'Inde soutient l'actuel régime de Kaboul pour contrer le Pakistan. Enfin, sur le plan idéologique, il y a une opposition certaine entre les campagnes afghanes, tenues par les mouvements fondamentalistes, et la ville de Kaboul où vit une population urbaine largement " occidentalisée " par l'influence russe.

Ces éléments ne sont pas indifférents pour expliquer la prolongation du conflit. Pourtant, il y a une clé plus profonde, qui est celle des facteurs sociaux et culturels, présents dès le début de la guerre. Une sorte de société de guerre s'est installée en Afghanistan à la faveur de la translation des structures traditionnelles de solidarité (ethnie, clan, tribu), d'exercice de l'autorité, de distribution des biens, de violences, le tout dans le cadre nouveau d'une guerre de guérilla qui est moderne par son armement, son insertion dans la géostratégie des années 1950-1990, ses références idéologiques (communisme, islamisme) et son organisation politique (partis). Seulement, il serait faux de poser une " société traditionnelle ", rurale et musulmane, confrontée à une modernisation brutale apportée par la ville, l'étranger et la guerre. En effet, il n'y a pas d'extériorité entre monde moderne et monde traditionnel ; d'une part, les tendances modernistes des années soixante et soixante-dix se retrouvaient aussi bien chez les communistes que chez les islamistes, dont les cadres étaient, pour les deux mouvements, majoritairement composés de ruraux récemment urbanisés. La création, en 1965, d'un parti communiste (Parti démocratique du peuple afghan) ainsi que le coup d'État d'avril 1978 sont des phénomènes indigènes (même encouragés par les Soviétiques), et il en va de même de la création, dans les années soixante, d'un mouvement islamiste en rupture avec le conservatisme du clergé et du monde rural [2]. D'autre part, les formes traditionnelles de solidarité, de lutte pour le pouvoir et d'exercice du pouvoir, de création et de gestion de réseaux de clientélisme se retrouvent à l'intérieur même des mouvements se réclamant d'une modernité idéologique ou politique (PDPA ou partis islamistes, sans parler bien sûr des partis ouvertement conservateurs et traditionalistes).

La guerre, civile de 1978 à 1979, antirusse de 1980 à 1988, de nouveau civile à partir de 1988, si elle a apporté des éléments nouveaux de modernisation (insertion géostratégique et technologie), s'est en fait moulée dans un cadre traditionnel (définition du territoire d'action, du groupe de combat, de la temporalité même du combat, de l'objectif à prendre). Ainsi, tout ce qui fait la stratégie est

conditionnée, donc limitée par une tradition antérieure de ce qu'est l'action guerrière. Cette continuité exprime à la fois la permanence et la mutation d'une société traditionnelle qui s'adapte à la modernisation extérieure du conflit (technologie, idéologie, références politiques) tout en gardant un invariant structurel, celui de la coalition des hommes entre eux, de la structuration des groupes de combat autour d'un chef, d'un espace, d'une forme de solidarité (la *assabiyya* de Ibn Khaldun, que nous redéfinirons plus loin sous la forme du *qawm*). C'est cette projection d'un espace de guerre traditionnelle (espace défini par l'extension de l'habitat ou de l'influence d'un réseau de solidarité, réfractaire donc à toute homogénéisation) sur un espace de guerre moderne (conflit régional à connotation idéologique opposant par acteurs interposés l'Est et l'Ouest, ou, même, carte des groupes ethniques définis de manière moderne par la langue, ce qui donc suppose une possibilité d'homogénéisation) qui explique à la fois la complexité et l'infinitude de la guerre, car, alors que la guerre moderne se définit de manière clausewitzienne (destruction des forces vives de l'adversaire, définition politique des buts de guerre), la guerre traditionnelle est un mode d'existence de la société qui suppose par essence le maintien des équilibres, donc sa propre permanence, sa " perpétuité ". Ainsi, alors que le déclenchement de la guerre d'Afghanistan, et surtout l'intensité qu'elle a pu atteindre, relève de facteurs idéologiques et géostratégiques, sa " perpétuation " relève de facteurs culturels.

Les constantes culturelles

Le groupe de solidarité

Qu'il s'agisse ou non de zones tribales au sens strict, toute la société afghane connaît l'existence de groupes d'appartenance, ou groupes de solidarité, appelés *qawm*, dont la définition sociologique peut varier (c'est bien sûr le clan tribal, mais aussi le groupe professionnel, les gens d'un même village ou d'une vallée, le sous-groupe ethnique, la parentèle étendue, la caste, ou tout simplement tout réseau de clientélisme rassemblant un groupe humain autour de la figure d'un *khan*) [3]. Ces groupes déterminent les réseaux d'allégeance et l'identité première de tout Afghan. Le système tribal stricto sensu repose, lui, sur une formalisation beaucoup plus stricte des groupes d'appartenance, à travers une généalogie, une légende du groupe, un code tribal (dans tous les sens du terme : idéal type du guerrier, droit coutumier, système de valeurs) et un ensemble d'institutions propres au monde tribal (*jirga* ou conseil). Le système tribal reste dominant dans l'ethnie pachtoune, surtout à l'est du pays [4]. Dans tous les cas,

le qawm n'est pas nécessairement homogène sur le plan territorial. Plusieurs qawm peuvent cohabiter dans un village ou une vallée. Il s'agit d'un réseau plus que d'un territoire. De même, le qawm n'est pas un groupe parfaitement défini : d'une part, les rivalités entre khans peuvent entraîner des conflits internes, d'autre part, les qawm peuvent se recomposer en fonction du jeu complexe des identifications. Un groupe s'inventera une généalogie ethnique (par exemple en faisant remonter leurs origines aux Pachtounes, l'ethnie dominante) ou religieuse (en se faisant descendre des sayyed ou descendants du Prophète), en fonction des facteurs dominant la vie politique du moment. Le qawm est, en fait, un processus dynamique d'identification et non une donnée statique.

Le notable ou khan

Un chef (khan) est d'abord celui qui est parvenu à la tête d'un qawm conçu comme réseau de parentèle et de clientélisme, même si les intéressés et certains anthropologues en donnent une lecture tribale (clan) ou ethnique [5]. Le khan appartient certes en général à une famille riche, mais son pouvoir n'est ni héréditaire ni donné une fois pour toutes. Il doit s'affirmer d'une part en combattant ses rivaux, d'autre part en " aidant " son qawm, c'est-à-dire en le faisant bénéficier d'avantages, comme le piston N pour les emplois, la distribution de biens divers, ou simplement en représentant un pôle de pouvoir qui dissuade d'éventuels ennemis de venir empiéter sur les intérêts privés de ses membres. Le khan va donc utiliser l'État, plus que le combattre. En échange, il assure à l'État la tranquillité et la loyauté du groupe.

Le khan, qui peut obtenir un bien et le faire circuler, on bien assurer un rapport de protection-exploitation (qui n'est pas un rapport féodal, puisqu'il ne possède pas les terres du qawm, même de manière éminente - il se contente en général d'être un gros propriétaire), assure donc parallèlement son pouvoir et la force de son groupe. Le khan est donc toujours à la recherche d'un pouvoir qui est en permanence remis en cause car il doit se prouver à tout moment, et ce facteur est, nous le verrons, un élément important dans la pérennisation de la guerre.

La guerre, la politisation et le retour de la tradition

La politisation induite par la guerre d'Afghanistan a, dans un premier temps, menacé la puissance des khans. Ils ont été massivement massacrés par les communistes en 1978-1979, puis évincés des

campagnes soulevées par les mollahs traditionalistes et les militants politiques formés dans le cadre des partis islamistes. L'émergence de partis politiques en apparence modernes a, dans les deux camps, mis en cause la structure traditionnelle du pouvoir en Afghanistan. La guerre a bien entraîné l'émergence d'une nouvelle élite dans les campagnes afghanes. De même, la guerre a ouvertement ignoré le phénomène de qawm au profit de références idéologiques (islamisme, communisme) ou ethniques (ainsi les Hazaras, population chi'ite persanophone du centre de l'Afghanistan, sont perçus et se perçoivent comme un groupe " ethnique ", même si le fait d'être chi'ite ou celui d'être persanophone se retrouve dans d'autres groupes, ensemble ou séparément). Pourtant très vite, dans les deux camps, communiste comme Moudjahidin, on a pu assister à un curieux phénomène de " re-traditionalisation ". Les élites du régime de Kaboul, incapables d'instaurer une quelconque soviétisation du pays, ont très tôt appliqué une politique de pacification qui utilisait comme relais du pouvoir central les notables locaux, nouveaux et anciens, mais sur le mode traditionnel de l'exercice du pouvoir, où le chef local utilise l'État en échange du loyalisme ou plus simplement de la neutralité de son groupe. La résistance afghane, même si elle a souvent évincé les grands notables traditionnels, s'est articulée sur les structures traditionnelles de segmentation en qawm de la société, multipliant ainsi les " commandants locaux ", parfois à la tête de quelques dizaines de combattants seulement, mais préservant leur indépendance par rapport aux commandants plus importants en adhérant à un parti rival, de qui ils tirent suffisamment de subsides pour maintenir leur statut. Même lorsque l'aide extérieure ne parvient pas, la variété de l'appartenance politique permet de marquer une différenciation de qawm. Les militants politiques ont, d'une part, basé leur pouvoir sur le jeu des qawm (même pour tenter de le dépasser) - soit à partir des qawm existants, soit en structurant leur propre faction politique sur le mode de fonctionnement du qawm (par des alliances matrimoniales, des échanges de prestations, le népotisme, etc.) [6] -, d'autre part, ils ont repris le mode d'exercice du pouvoir propre aux khans.

En effet, toute détention d'un pouvoir à l'intérieur d'un parti politique donne accès à un nouveau bien, les armes, parfois accompagné, pour les commandants les plus puissants ou les plus doués en relations publiques, par l'arrivée d'une aide humanitaire et financière, en provenance du régime pour les miliciens ralliés ou du Pakistan pour les Moudjahidin. L'aide en provenance du Pakistan est composée des armes, payées par les Américains, mais livrées par l'ISI (services de renseignements de l'armée pakistanaise), de l'argent donné par les

partis et l'ISI, provenant en général de l'Arabie Saoudite, de l'argent et des biens humanitaires (blé, hôpitaux) fournis par l'US Aid (Organe officiel de distribution de l'aide votée par le Congrès américain et contrôlé par le Département d'État) et les différentes ONG (Organisations non gouvernementales) basées au Pakistan.

Les nouveaux notables ont donc bénéficié de nouveaux biens hautement prisés. C'est la circulation de ces biens dans les réseaux de clientélisme - qu'ils soient anciens (un jeune chef évince l'ancien notable de la direction de son propre qawm ; en même temps qu'il en prend la place, il en reprend le mode de fonctionnement), ou bien qu'ils se soient reconstitués comme réseaux autour d'un chef nouveau (ce qui est possible précisément parce qu'un qawm est un phénomène dynamique).

Ces nouveaux chefs tirent leur pouvoir de la guerre, au sens où les biens cesseraient de circuler si la guerre s'arrêtait. On pourrait en conclure qu'un arrêt total de l'aide étrangère casserait ce jeu, mais il est trop tard, car d'autres sources de revenus se sont substituées à la distribution de biens venus de l'étranger. Les stocks d'armes précédemment constitués, et utilisés plus de manière (dé)monstrative que pour anéantir l'adversaire (ce qui leur donne donc une grande durabilité), servent à susciter d'autres sources de revenus, à savoir le commerce de la drogue (culture du pavot, mais aussi, depuis peu, laboratoires d'héroïne dans le Sud [Helmand], le Nord-Est [Badakhshan] et l'Est [Nangrahar]), ainsi que le prélèvement de taxes et de dîmes.

En même temps, les commandants locaux sont, par définition, incapables de promouvoir une forme de rassemblement politique qui permettrait de dépasser le système des qawm, même s'ils sont conscients de ses limites, car la méthode de dépassement impliquerait le mode de fonctionnement qu'il s'agit de détruire, à savoir la constitution d'un réseau de clientélisme généralisé, au-delà des problèmes de segmentation traditionnelle, impliquant donc la distribution d'une quantité considérable de biens (armes ou argent) qu'aucun chef ne peut collecter, puisque l'ISI pakistanaise s'efforce précisément, pour mieux contrôler les Moudjahidin, d'éviter tout hégémonisme d'un commandant de l'intérieur [7]. En un mot, pour convaincre les individus d'abandonner leurs allégeances de qawm, il faudrait créer un système de clientélisme au niveau national. Certes, s'il y avait une conscience politique aiguë, cela serait possible, mais ce n'est plus le cas depuis que le retrait soviétique a enlevé la motivation idéologique de la " guerre sainte ". Un des rares cas de commandant

de l'intérieur tentant de dépasser la fragmentation des qawm est celui de Massoud [8]. Si Massoud a réussi effectivement à sortir de son espace de solidarité initiale, le Panjshir, et à faire admettre son influence sur le Nord-Est, il se heurte, au pourtour de sa zone d'influence, à un phénomène d'affiliations réactives. Des petits chefs ou des qawm, craignant d'être dissous dans un ensemble plus vaste, adhèrent à un parti politique rival du parti dominant (dans le Nord-Est, le Hezb de Hekmatyar, minoritaire, contre le Jamiat majoritaire de Massoud et de Rabbani), et obtiennent de lui les armes et l'argent qu'ils n'obtiendraient pas du parti dominant (dont le but est précisément de réduire l'influence de ces groupes) et gagnent ainsi leur autonomie.

Cette forme de segmentation est infra-ethnique, infra-tribale, et se fait au niveau des formes élémentaires de regroupements et de solidarité. Bien sûr, une étude des partis au plan national fait apparaître des pesanteurs ethniques et sociologiques très marquées, ainsi le Jamiat est surtout Tadjik, le Hezb (Hekmatyar) surtout Pachtoune Ghilzay, etc. Mais, sur le plan local, cette coïncidence entre parti et groupe ethnique disparaît. La translation d'une segmentation infra-ethnique en une segmentation politique contribue au caractère interminable de la guerre, car il n'y a pas de victoire décisive d'un groupe sur l'autre, puisque le groupe ne correspond jamais à une entité politique apte à prendre et à exercer le pouvoir. Un parti politique n'offre donc presque jamais une alternative politique au niveau du pays, mais exprime localement des rivalités et des conflits.

La guerre comme facteur d'équilibre, donc de perpétuation

Les groupes en conflits, qawm s'affiliant à des partis politiques, n'ont ni les moyens ni surtout la volonté de détruire le groupe symétrique. L'objectif est d'empêcher un groupe d'empiéter sur son rival. Les conflits aboutissent à la création de nouveaux équilibres armés locaux, où le combat est exceptionnel et où le conflit se traduit plutôt par des assassinats et des démonstrations armées que par des opérations de liquidation du groupe adverse dans son ensemble. La violence est autolimitée. Une fois l'armée soviétique partie, qui avait imposé tant bien que mal certains aspects de la moderne guerre (pas de sanctuaire, continuité dans l'espace et le temps, volonté et capacité de destruction), la guerre traditionnelle retrouve ses droits, mais avec un armement plus abondant et sophistiqué.

La guerre se fait à temps partiel, sur un espace restreint, elle ne vise ni à annihiler l'adversaire ni à renverser l'État, mais à assurer un

pouvoir local contre les autres pouvoirs locaux. Le pouvoir central appartient à un autre espace, un peu comme s'il s'agissait d'une géométrie dans l'espace. La guerre vise à instaurer en permanence un équilibre. Il est intéressant de noter à quel point les grands commandants de la résistance, ceux qui ont mis au point des instruments modernes de guerre, comme Massoud, n'arrivent pas à sortir de leur espace, non par absence de stratégie, mais parce que, ce faisant, ils rencontreraient l'hostilité de tous les groupes périphériques. Il faudrait inventer un espace nouveau, fondé non sur des contraintes stratégiques, mais sur une nouvelle solidarité. Or, au-dessus du qawm, il n'y a que deux solidarités possibles : la tribu et l'ethnie. Mais il n'y a pas de translation possible de la cohésion tribale (toujours problématique) en cohésion politique. Dans le nord de l'Afghanistan, où il n'y a pas de tribus, c'est une cohésion ethnique qu'il faudrait inventer : rassembler tous les persanophones sunnites sous l'étiquette de Tadjiks, ce qui ne correspond à aucun vécu local, et répond seulement à l'usage de certains anthropologues et journalistes. Mais jouer le jeu ethnique reviendrait à s'interdire toute stratégie nationale. C'est pourquoi Massoud n'a jamais voulu jouer le jeu ethnique pour se conserver un destin national.

Il n'y a donc, pour le moment, aucune définition d'un niveau d'identité qui permettrait l'émergence de formes politiques stables au dessus des qawm. L'instabilité, la segmentation en groupes locaux, couplées avec l'absence d'un ennemi politiquement identifiable, rend donc le processus de conflit proprement interminable, quel que soit l'amoncellement des armes disponibles. L'État n'est pas un objectif, car il est le garant de la permanence du jeu des qawm entre eux. La guerre indéfinie est une forme d'équilibre, elle suppose un État central suffisamment fort pour préserver le lieu du pouvoir de la convoitise des groupes en conflits et suffisamment faible pour laisser les groupes gérer leurs rivalités. C'est pourquoi la guerre dure.

La guerre interminable est l'expression d'un mode de société, et non la mise en cause de cette société. La sophistication de l'armement et sa quantité ne devraient-ils pas, cependant, être un facteur de déséquilibre, en donnant aux combats une violence destructrice et en cassant les équilibres, en particulier démographiques ? En fait, la guerre d'Afghanistan a compté très peu de grandes batailles. C'est avant tout une guerre de positions, de démonstrations. Les armes sont thésaurisées, parce qu'elles sont un bien. La guerre interminable doit aussi correspondre à une économie qui s'ajuste à elle. C'est le cas. Les biens qui circulent, blé, drogue, marchandises diverses, combinés à la taxation nouvelle, même légère, instaurée par les Moudjahidin, l'aide

humanitaire et l'aide militaire entraînent une monétarisation de l'économie afghane : paiement des milices, des fonctionnaires, aide internationale (URSS, USA, ONU).

Le régime de Kaboul et le jeu tribal

Le régime de Kaboul est la seule force politique à manier explicitement le jeu des qawm et des tribus (en particulier à travers le ministère des " qawm et tribus "). Chez les Moudjahidin, il reste le non-dit, absent des textes mais pas forcément des discussions. C'est en 1986 que le régime de Kaboul décida de faire de la politique de pacification (" réconciliation nationale ") la clé de voûte de sa politique afghane. Le passage au pouvoir de Babrak à Najiboullah marque une véritable rupture. En échange d'une promesse de non-interférence, le régime reconnaît comme interlocuteurs les qawm et notables locaux, sans conditions idéologiques. Le régime encourage ainsi le jeu complexe que nous décrivions plus haut. Dans ce cas, l'État, loin de chercher de mettre fin à la segmentation, utilise cette segmentation pour se créer un espace, mais sur le fond le problème demeure : il n'y a pas de lieu du pouvoir en Afghanistan, parce qu'il est maintenu vide. La perpétuation de la guerre est donc due à des facteurs sociologiques et ethniques, exacerbés sans doute par les puissances régionales.

Chargé de recherches au CNRS.

[1] Sur le néo-fondamentalisme, voir Olivier Roy, " Qu'est-ce que le néo-fondamentalisme ", Esprit, juillet-août 1990.

[2] Sur ce thème voir Olivier Roy, Afghanistan, Islam et Modernité politique, Le Seuil, 1985.

[3] Pour une discussion de ce concept de qawm, voir notre ouvrage l'Afghanistan..., p. 23.

[4] Voir Ahbar Ahmed, Millenium and Charisma among Swat Pathans, Routledge and Kegan, Londres..., Pukhtun Economy and Society ibid... ; voir Dupree, " Triba1 Warfare in Afghanistan and Pakistan ", in Ahmed et Hart (eds.), Islam in Tribal Societies, Routledge and Kegan, 1984 ; Poullada, Reforms and Rebellions in Afghanistan ; voir aussi tous les récits britanniques sur les " guerres afghanes " de 1840 à 1919.

[5] Pour un débat sur la notion d'ethnie, voir le Fait ethnique en Iran et en Afghanistan, sous la direction de J. P Digard, éd. Du CNRS, 1988 ; Pierre et Micheline Centlivres, Et si on parlait de l'Afghanistan, édition de la Maison des sciences de l'homme, 1990.

[6] Voir Olivier Roy, " Le double code afghan ; communisme et tribalisme ", Revue française de science politique, décembre 1986.

[7] Ici, nous privilégions l'aspect clientéliste de l'action politique en Afghanistan. Dans notre ouvrage Afghanistan, Islam et modernité politique, nous insistions au contraire sur les déterminations non clientélistes de l'adhésion politique. Au contradiction n'est qu'apparente. En 1980, moment de l'adhésion politique de la majorité des Moujahidin, l'adhésion clientéliste était marginale par rapport aux autres motivations. En revanche, après 1986, elle est devenue un acteur clé. Bref si le clientélisme n'est pas l'unique clé de la politique afghane, il est un facteur dominant dans la perpétuation de la guerre, objet de la présente étude.

[8] Voir Olivier Roy Afghanistan, la guerre comme facteur du passage au politique, in Revue française de science politique, décembre 1989.